



Arrêté temporaire n°107-T-VRD-2022
Zone piétonne
Circulation, stationnement, occupation
du domaine public
Côté Centre Ville

Le Maire de la Commune de LA TRANCHE SUR MER,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles, L2212-1 et suivants, L2213-1 et suivants,

Vu le Code Pénal, notamment l'article R 644-2,

Vu le Code de Procédure Pénale,

Vu le Code de la Route et annexe au décret N°2001-251 du 22 mars 2001 et notamment les articles R110-1, R110-2 et suivants, R130-2, R411-1 et suivants, R417-1 et suivants,

Vu le Code de la Voirie Routière, et notamment les articles R116-2 et suivants, concernant l'occupation du domaine public,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 3 avril 1992 portant mise en place de voies piétonnes et semi-piétonnes,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer dans les voies piétonnes, la circulation des véhicules,

Considérant qu'il y a lieu de réglementer l'occupation du domaine public,

Considérant que le stationnement et le déballage des commerçants sont incompatibles en même temps sur un même espace du domaine public,

Considérant qu'il y a lieu de veiller à la sécurité par l'accessibilité permanente des moyens de secours et d'incendie,

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes dispositions permettant d'assurer la sécurité et la bonne circulation des usagers des voies,

ARRÊTE

Article 1 – À compter du 09/04/2022 et jusqu'au 18/09/2022, une aire piétonne est créée aux jours et heures définis dans les rues précisées ci-après. La circulation des véhicules à moteur y est interdite.

Seuls les véhicules nécessaires à la desserte interne de cette zone sont autorisés à circuler à l'allure du pas. Les piétons sont prioritaires dans cette aire :

- Rue Aristide Briand du n°13 à l'Avenue de la Plage
- Avenue de la Plage pour sa partie comprise entre la Rue Aristide Briand et l'Avenue Maurice Samson
- Rue Victor Hugo pour sa partie comprise entre l'Avenue Maurice Samson et l'Avenue de la Plage

Les dispositions édictées dans le présent arrêté pourront à tout moment faire l'objet de modifications afin d'assurer notamment la sécurité lors de manifestation se déroulant sur les voies et places publiques.

Régime général :

- du samedi 9 avril à 10 heures jusqu'au lundi 11 avril à 6 heures, ouverture des bornes entre

6 heures et 10 heures,

- du samedi 16 avril à 10 heures jusqu'au mardi 19 avril à 6 heures (Pâques), ouverture des bornes entre 6 heures et 10 heures,

- du samedi 23 avril à 10 heures jusqu'au lundi 25 avril à 6 heures, ouverture des bornes entre 6 heures et 10 heures,

- du samedi 30 avril à 10 heures jusqu'au lundi 2 mai à 6 heures (fête du travail), ouverture des bornes entre 6 heures et 10 heures,

- du samedi 7 mai à 10 heures jusqu'au lundi 9 mai à 6 heures (Armistice), ouverture des bornes entre 6 heures et 10 heures,

- du samedi 14 mai à 10 heures jusqu'au lundi 16 mai à 6 heures, ouverture des bornes entre 6 heures et 10 heures,

- du samedi 21 mai à 10 heures jusqu'au lundi 23 mai à 6 heures, ouverture des bornes entre 6 heures et 10 heures,

- du jeudi 26 mai à 10 heures jusqu'au lundi 30 mai à 6 heures (Ascension), ouverture des bornes entre 6 heures et 10 heures,

- du samedi 4 juin à 10 heures jusqu'au mardi 7 juin à 6 heures (Pentecôte), ouverture des bornes entre 6 heures et 10 heures,

- du samedi 11 juin à 10 heures jusqu'au lundi 13 juin à 6 heures, ouverture des bornes entre 6 heures et 10 heures,

- du samedi 18 juin à 10 heures jusqu'au lundi 20 juin à 6 heures, ouverture des bornes entre 6 heures et 10 heures,

- du samedi 25 juin à 10 heures jusqu'au lundi 27 juin à 6 heures, ouverture des bornes entre 6 heures et 10 heures,

- du samedi 2 juillet à 10 heures jusqu'au lundi 29 août à 6 heures, ouverture des bornes entre 6 heures et 10 heures,

- les mardis 12, 19, 26 avril, 3, 10, 17, 24, 31 mai, 07, 14, 21, 28 juin, 30 août, 06 et 13 septembre de 10 heures à la fin du nettoyage de la place de la Liberté (marchés),

- les samedis 03, 10 et 17 septembre de 10 heures à la fin du nettoyage de la place de la Liberté (marchés),

La Rue Bienvenue Gauvreau pour sa partie comprise entre les Rues Aristide Briand et Ernest Renan est interdite à la circulation aux jours et heures indiqués ci-dessus.

Article 2 – À compter du 09/04/2022 et jusqu'au 18/09/2022, dans le secteur défini à l'art.1, le déballage est autorisé au droit du commerce sur une largeur de :

- 1 mètre sur le dallage quand la voie est ouverte à la circulation, étant précisé qu'aucun objet ne pourra être déposé sur la chaussée goudronnée,

- 2 mètres quand la voie est piétonne,

Le déballage est soumis à autorisation et donne droit à perception d'une redevance pour l'occupation du domaine public dont le montant est fixé par délibération du Conseil Municipal. Tout dépôt d'objet étranger à l'activité commerciale exercée est prohibé. Le non-respect de cette règle pourra faire l'objet d'un retrait de l'autorisation et d'une verbalisation.

Article 3- À compter du 09/04/2022 et jusqu'au 18/09/2022, l'arrêt et le stationnement de véhicule sont interdits et déclarés gênant dans l'aire piétonne prévue à l'article 1.

Les véhicules en infraction pourront être mis en fourrière aux frais du contrevenant.

Article 4 – À compter du 09/04/2022 et jusqu'au 18/09/2022, les livraisons sont autorisées chaque matin de 6 heures à 10 heures dans le secteur sus visé.

Les professionnels concernés devront informer leurs fournisseurs de cette contrainte.

Article 5 – Pour des raisons impératives de sécurité et notamment l'accès des services de secours, les limites de déballage devront être scrupuleusement respectées.
Le déploiement des bannes ne devra pas dépasser les limites définies pour le déballage.

Article 6 – Les installations de terrasses et le déballage sont autorisés en dehors des périodes définies à l'article 1 pendant les périodes d'exploitation des commerces correspondants. Cette occupation est limitée à une largeur de 1 mètre sur le dallage, étant précisé qu'aucun objet ne pourra être déposé sur la chaussée goudronnée.

En dehors des terrasses des restaurants, pizzerias et autres établissements de restauration et sur l'ensemble de l'année, il est interdit de déposer des tables et chaises sur la voie publique pour y prendre des repas ou boissons.

Ces dispositions s'appliquent également aux établissements de restauration faisant de la vente à emporter et qui ne peuvent donc pas offrir un service de consommation sur place.

Article 7 – Le présent arrêté annule toutes les dispositions antérieures ayant même objet.

Article 8 – Dès l'achèvement du dispositif, les bénéficiaires sont tenus d'enlever les matériaux excédentaires, de rétablir dans l'état initial la voie et ses dépendances, et de réparer tout dommage qui aura pu y être causé.

Article – La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par les Services Techniques.

Article 10 – Le Directeur Général des Services de la Mairie, Le Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Vendée, Directeur des Services Techniques, La Police Municipale, Direction Générale et Assistante de Direction sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à La Tranche-sur-Mer, le 11/03/2022
Le Maire de la Commune de LA TRANCHE SUR MER,
Serge KUBRYK

DIFFUSION:

Mairie de la Tranche sur Mer

Le Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Vendée

Directeur des Services Techniques

La Police Municipale

Caserne des Pompiers de la Tranche sur mer

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.